

**Séance ordinaire du  
mercredi 28 novembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

**Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement  
POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement POMPIGNANE confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 9 800 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a obtenu auprès de 2 établissements bancaires les emprunts suivants :

**1) Banque ARKEA**

- o *Capital : 4 900 000 €*
- o *Durée totale : 8 ans*
- o *Taux fixe : 1,3 %*
- o *Différé d'amortissement : 8 trimestres soit jusqu'au 30/12/2020*
- o *Périodicité trimestrielle*



- o *Amortissement linéaire*
- o *Date de première échéance : 30/03/2021*
- o *Commission d'engagement : 0.1% soit 4 900 €*
- o *Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle*
- o *Garantie de la Ville de Montpellier de 80% soit 3 920 000 €*

2) Banque Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

- o *Capital : 4 900 000 €*
- o *Durée totale : 8 ans*
- o *Taux fixe : 0,99 %*
- o *Différé d'amortissement d'un an*
- o *Périodicité trimestrielle*
- o *Echéances constantes*
- o *Commission d'engagement : 0,1% soit 4 900 €*
- o *Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle*
- o *Garantie de la Ville de Montpellier de 80% soit 3 920 000 €*

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés auprès de ces 2 établissements bancaires. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 4 900 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque ARKEA, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 4 900 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre  
2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 12 décembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181128-66050-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 11/12/18  
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.